

## APPEL À LA NATION 15 octobre 2018

Chers Compatriotes,

Depuis le 7 février 1986 qui semblait marquer un nouveau départ pour notre patrie, nous constatons, stupéfaits :

- l'enlèvement, jour après jour, de notre nation dans un gouffre que nous n'avons cessé de creuser ;
- l'effondrement ahurissant de notre devise nationale,
- notre économie en pleine léthargie;
- le désarroi de nos populations laissées pour compte et dont les moindres besoins sont totalement ignorés ;
- l'arrogance et l'indifférence grandissantes de nos élus de plus en plus inféodés à des causes étrangères ;
- la corruption croissante et les malversations généralisées au sein des organismes de l'Etat et étendues à toutes les couches de notre société

Toutes ces raisons et tant d'autres ont conduit à des soubresauts sporadiques, qui, parce que non coordonnés, servent d'occasion aux élites de se conforter dans le maintien de l'injustice sociale généralisée et institutionnalisée.

Si depuis l'assassinat du fondateur de la nation, le 17 octobre 1806, les révoltes du peuple n'ont servi qu'à la création de nouveaux riches tandis que le peuple, lui, s'enfonçait davantage dans la misère crasseuse, aujourd'hui plus que jamais, après les alertes décisives lancées par le peuple les 6, 7 et 8 juillet 2018, il importe de reconnaître et d'avouer la faillite des élites et l'échec piteux des tentatives désespérées de nous accommoder à une démocratie importée de toute pièce.

Devant l'incapacité des pouvoirs publics de répondre aux besoins de la population ;

Vu la menace d'un chambardement général ;

Devant la résistance des pouvoirs en place à mettre en branle le système obligeant à la reddition de comptes réclamée à cor et à cri par toute la population exacerbée ;

Vu ce déficit de leadership des dirigeants actuels et la perte manifeste de toute confiance en eux

Devant cette expression générale du ras-le-bol, face à l'anarchie qui s'installe et au spectre de la perte du peu qui nous reste de notre souveraineté, la société haïtienne est aux prises d'une implosion .

Aujourd'hui, nous, différents groupes de la société civile citoyenne organisée , tels COLLECTIF 4 DECEMBRE ; -C.E.D.H ; -PATRIM ; -KOZEREN ; -C.O.B.A.P.O ; -O.T.L.S ; -S.K.L ; -G.R.S ; -F.H.A.I.P.H ; -FONDHED/FHED ; -IDESAH ; -AMISSA, tout aussi révoltés contre le statu quo, l'impunité, la corruption galopante et la gestion catastrophique de notre pays, lançons un vibrant appel à la nation toute entière !

A ce nouveau carrefour périlleux de notre histoire de peuple, il incombe à chaque Haïtien et haïtienne de se hisser à la hauteur de notre passé glorieux, d'assumer son appartenance et de remplir son devoir civique. C'est au nom de cet impérieux devoir civique que nous appelons de

toutes nos forces à la mise en place sans nul autre procès d'un Conseil de Transition National pour le redressement de la Nation.

A cette fin, nous appelons la nation toute entière à se mobiliser, tout comme nous nous mobilisons jusqu'à obtenir :

1. La Formation de consensus politique ou institutionnel du Conseil de Transition pour le Redressement National
2. Le départ volontaire hautement souhaitable, voire recommandée, de toute l'équipe dirigeante actuelle (Exécutif et parlement compris), comme acte Responsable pour le plus grand bien de la Nation
3. L'Entrée en fonction du Conseil de Transition pour le Redressement National pour une durée maximale de 30 mois, comprenant, notamment un cabinet ministériel réduit de 12 membres maximum constitués de personnalités aptes à rétablir la paix sociale, la confiance et assurer la continuité de l'Etat.
4. La formulation de l'Entente Nationale pour une nouvelle Haïti régie exclusivement par la justice sociale et l'opportunité pour tous,
5. La réalisation de la Conférence Nationale pour dessiner les contours d'une nouvelle Haïti axée sur : un nouveau régime politique ; de nouveaux systèmes éducatif, économique , judiciaire ; le découpage territorial ; la production nationale ; le système électoral ; le système de sécurité nationale ; le système d'identité nationale.....
6. La restauration des Institutions Régaliennes
7. La relance de la production nationale
8. La reddition de comptes sur les dépenses de l'Etat sur les derniers 30 ans
9. L'élaboration et l'adoption d'une nouvelle constitution
10. L'organisation des élections générales

Chers Compatriotes,

Au nom de l'unité de 1791, de 1802 et 1803, le devoir civique, par notre organe, vous convoque. Votre engagement ou votre mutisme constituera votre réponse devant l'histoire de cette nation qui nous est léguée en héritage !

Que se tienne pour avertie toute nouvelle équipe gouvernementale, instituée au nom et par ce conseil de Transition pour le redressement National, qui s'écarterait de cette feuille de route, elle devra sans nul procès tirer les conséquences de ses actes car, une fois de plus, la population se dressera en face d'elle.

Pour authentification



Jean-Robert Argant

Coordonnateur Collectif 4 Décembre